

ASSEZ D'INFLATION ! NOUS DEVONS IMPOSER L'AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES

*Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des boucliers énergie. Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout. Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. **Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe !** Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.*

Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». **Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail !**

Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit.

Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière ! La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas. **C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer.** Un bluff risqué pour eux.

La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». **Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets.** Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. **Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques.** Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien. On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. **Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.**

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires. C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- **400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;**
- **pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 euros net ;**
- **lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.**

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !

→ RDV vendredi 13 octobre, 14h30, Porte de Paris, Lille

Grève des opérateurs du SAMU : une première avancée, et un encouragement à lutter

Depuis 3 juillet à 15h15, bien qu'assignés, les assistants de régulation médicale du SAMU sont en grève pour exiger des embauches, une prime de 120 euros et une réforme de leur grille salariale. Cette grève a touché 65% des centres du pays. Le 28 septembre, Aurélien Rousseau a annoncé une prime de 100 euros, mais n'a rien affirmé de concret sur sa promesse d'une progression plus rapide des salaires. Il n'a également rien dit sur les 800 embauches que les ARM réclament. Mais les annonces du ministre sont le signe que cette grève l'embête et le force à répondre aux revendications, même si les résultats sont partiels pour le moment. Un encouragement à la continuation de cette lutte qui commence à payer et à prouver son efficacité ! Elle pourrait bien se révéler inspirante pour bien d'autres secteurs de la santé touchés par les bas salaires et le sous-effectif.

Soutien à nos collègues d'outre Manche

Alors que le roi Charles s'invite à Versailles, le système de santé publique au Royaume-Uni continue de se dégrader. De l'autre côté de la Manche, nos collègues connaissent les mêmes problèmes qu'ici. Des grèves éclatent régulièrement depuis des mois dans les hôpitaux. Fin septembre, ce sont les "junior doctors" (l'équivalent de nos internes) qui ont fait grève 2 jours pour des augmentations de salaires. Ils comptent recommencer les grèves en octobre car le gouvernement ne cède sur rien. Pire, ce dernier a annoncé son intention d'étendre aux médecins et infirmiers hospitaliers la récente loi de service minimum en cas de grève - une manière d'interdire le droit de grève dans les hôpitaux. Les médias insistent sur les opérations annulées à cause des grèves. Mais n'oublions pas que ce sont les gouvernements criminels qui baissent les moyens pour les hôpitaux publics et qui nous obligent ainsi à nous battre pour un meilleur système de santé, tant pour les soignants que pour les patients.

Fermures de services d'urgence : les mobilisations se multiplient

Ils étaient 1500 manifestants à Feurs, au printemps. 6000 à Langres, fin septembre. Et samedi dernier, 30 septembre, ce sont près de 1000 personnes qui sont montées à la préfecture à Quimper pour s'opposer à la fermeture nocturne des urgences de Carhaix. Une politique d'austérité, menée partout en France, aux conséquences dramatiques. À Carhaix, une personne âgée et une petite fille de six mois sont décédées en septembre, faute d'avoir été prises en charge à temps. À la manifestation samedi, seule réponse du gouvernement : des gaz lacrymogènes. Contre cette casse de l'hôpital, la mobilisation des habitants et des hospitaliers doit s'amplifier. Leurs économies, nos morts !



Ce bulletin est le tien, fais le circuler !

La campagne contre la bronchiolite tourne à la farce

Le ministre de la Santé, Aurélien Rousseau, vient de mettre à l'arrêt la grande campagne contre la bronchiolite lancée il y a quinze jours. Elle devait d'abord être accessible en pharmacie à toutes les familles ayant un nourrisson. Puis le dosage de 50 mg du Beyfortus, le médicament pour nourrissons de moins de cinq kilos, a été réservé aux seules maternités. Et aujourd'hui, la direction générale de la Santé annonce que la distribution du dosage de 100 mg est « temporairement interrompue » en pharmacie. Elles devront poireauter au moins jusqu'au début novembre. La « réussite exceptionnelle » de cette campagne, vantée par le ministre de la Santé à ses débuts, tourne à la Bérézina faute de stocks.

Cache-misère

Depuis le 5 mai 2023, le CHU de Toulouse a ouvert un centre de prévention de l'épuisement professionnel des soignants, appelé le "PEPS". Suivi psychologique et ateliers de groupes sont proposés pour "mieux se connaître pour mieux combattre les difficultés"... C'est sûr que vu le nombre de burn out, le besoin de soigner les soignants est réel. Mais c'est juste un pansement sur une plaie qui n'est pas soignée en profondeur : le manque de personnel, les remplacements de dernière minute, les heures supplémentaires... elle est là la cause des burn out ! De mauvaises conditions de travail générant un burnout, cela se soigne mais cela se combat aussi !

La vente de carburant à prix coûtant, une mesure marketing!

Après avoir rudement décliné les sollicitations de Borne sur les ventes à perte de carburant, certains grands distributeurs ont finalement accepté d'organiser des opérations vente à prix coûtant, sur des périodes limitées. Un manque à gagner mûrement calculé : pour les centres commerciaux, le carburant est un produit d'appel sur lequel ils ne font que de très faibles bénéfices – à peine quelques centimes le litre. Un bon coup de pub pas cher, facilement rentabilisable en continuant d'augmenter les prix d'autres produits, alimentaires par exemple – ce que ne pourront pas se permettre les stations services indépendantes. En aucun cas une aide pour les ménages asphyxiés par l'inflation donc ! L'enseignement est clair : les capitalistes ne lâcheront pas une seule miette, même pour donner un peu de marge de manœuvre à un gouvernement qui les sert pourtant si bien... à moins que les travailleurs ne décident de gripper la machine à profits !

En manifestation le 13 octobre !

Vendredi 13 octobre, les directions syndicales appellent à se mobiliser pour la première fois depuis les manifestations massives contre la réforme des retraites du premier semestre, à **14h30 à Porte de Paris** pour le rendez-vous lillois. Avec l'inflation galopante qui dégrade nos conditions de vie, il faut bien revendiquer des augmentations de salaire réelles ! Mais on sait aussi que les travailleurs n'obtiendront pas cela avec une seule journée de grève. Pour 400 ou 500 € en plus, il nous faudra être nombreux, et surtout avoir conscience que seule la mobilisation dans la rue fera lâcher ces augmentations au patronat !



www.nouveaupartianticapitaliste.fr



NPA Lille-59

DES IDÉES DE SUJETS POUR LE BULLETIN ? CONTACTE-NOUS : NPA.LILLE@GMAIL.COM